

Commission pour la Libération de la Croissance Française

59 avenue de Ségur - 75007 Paris

01.44.38.14.96

QUESTIONNAIRE
ETABLI PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
RELATIF A LA
REFORME DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

La réponse au présent questionnaire par Mesdames et Messieurs les Ministres compétents permettra d'alimenter les réflexions et propositions de la Commission en matière de réforme des collectivités publiques.

- 1) Des réformes ont-elles été menées récemment qui ont affecté le périmètre des services publics? Quelles activités ont-elles placé hors du périmètre de l'action publique? Avec quels résultats en termes de coûts, de qualité et d'accès aux services ?
- 2) Existe t'il une analyse récente des coûts de la réglementation :
 - Pour les entreprises?
 - Pour les familles?
 - Pour les administrations?Si oui, quelle en a été la méthodologie?
Des mesures de réduction des charges administratives liées à la réglementation ont-elles déjà été prises sur la base d'évaluations de cette charge? Si oui, lesquelles?
- 3) Quel est l'impact de la « multilevel regulation » sur les coûts de la réglementation des entreprises, des familles et administrations publiques?
Existe t'il des instruments de coopération entre Etat, régions et collectivités territoriales en matière de qualité de la réglementation, de simplification des procédures et de réduction des charges administratives?
- 4) Existe-t-il des enquêtes ou des analyses sur les coûts des services publics?
Existe-t-il des instruments de benchmarking des coûts et de la qualité des services et des biens publics? Existe-t-il une analyse comparative des coûts des biens et des services dispensés par des administrations comparables?
- 5) L'analyse d'impact de la Réglementation est-elle prévue?
Quel est son domaine d'application?
Comment est-elle mise en oeuvre?
- 6) L'analyse d'impact de la réglementation est-elle prévue pour les actes des régions et des collectivités territoriales?
- 7) L'analyse d'impact de la réglementation est-elle prévue pour la réglementation des autorités administratives indépendantes?

- 8) Existe-t-il en France un mécanisme comparable à la *Better Regulation Unit* britannique? A qui la direction des politiques de réduction de l'inflation normative et d'amélioration de la qualité de la régulation revient-elle?
- 9) Une cartographie des procédures d'autorisation et de concession a-t-elle été réalisée? Si oui, a-t-elle fait l'objet de mises à jour récentes ?
- 10) Quelles sont les activités qui ont fait l'objet d'une libéralisation complète (soit qui ont été soustraites au régime des autorisations et des concessions) au cours des dernières années?
- 11) L'accès au marché a-t-il été libéralisé dans les cas prévus par les directives de l'UE?
- 12) Quels sont les délais moyens pour la délivrance des principales autorisations et concessions qui touchent les activités des entreprises?
- 13) Pour quelles activités des entreprises une simple déclaration de début d'activité est-elle prévue?
Pour quelles activités une déclaration accompagnée d'une affirmation accréditée par des techniciens privés est-elle nécessaire?
Pour quelle activités une déclaration de début d'activité suivie d'un « silence vaut consentement » de la part de l'administration est elle prévue?
- 14) Pour quelles activités ou secteurs l'unification des procédures d'autorisation et de contrôle sur la base d'un guichet unique a-t-elle été organisée?
- 15) Quel est le domaine d'application de la déclaration sur l'honneur, et quel est son niveau d'utilisation par les usagers? Une extension de ce domaine d'application est-elle prévue ?
Des contrôles sur la véracité des déclarations fournies sont-ils prévus ? Si oui comment sont-ils menés ?
- 16) Quelles sont les modalités d'échange des données entre administrations publiques?
Existe-t-il des projets visant le plein copartage de données et une totale « dé-certification »?
Qu'est-ce qui s'oppose aujourd'hui au copartage et échange des données?
- 17) Quels services sont aujourd'hui disponibles en ligne? Dans quelle mesure?
- 18) De quelle diffusion le document électronique bénéficie t'il au sein des collectivités publiques? Existe t'il des procédures et des activités qui soient entièrement gérées sous forme électronique?
- 19) Existe-t-il un « market place » électronique pour les appels d'offre des administrations publiques? Dans quelle mesure les appels d'offre s'organisent-ils aujourd'hui avec les procédures électroniques?
- 20) Carte d'identité électronique : quel est l'état d'avancée des réflexions ?
- 21) Quelle est la diffusion du recours à la « smart card » électronique pour l'identification des citoyens? Pour l'accès aux services et aux données sensibles? Quels projets seraient à l'étude en la matière ? Quels obstacles rencontrent les collectivités publiques en matière de « privacy » ?

- 22) Quel est le niveau d'informatisation des procédures administratives?
- 23) Y a-t-il des enquêtes récentes évaluant le coût de la collecte des impôts?
- 24) Quelle est la situation des "corps intermédiaires"? La loi Chevalier est-elle encore appliquée?
- 25) Quels sont les modèles et instruments de coordination des activités entre l'Etat et les collectivités locales. Des « conférences des services » sont-elles prévues? Le cas échéant, quelles difficultés de fonctionnement peuvent-elles rencontrer?
- 26) Les différentes activités d'inspection de l'Etat sont-elles coordonnées entre elles? L'avis des entreprises en matière d'inspections publiques a-t-il été recueilli? Si oui quel est-il?
- 27) Existe t'il des projets d'unification des différentes structures logistiques des forces de l'ordre (Gendarmerie, Police) ?
- 28) Diffusion des enquêtes sur la satisfaction des usagers des services publics (citoyens et entrepreneurs) :
Y a t il des indicateurs que l'on puisse utiliser ? Dans quels domaines y a t il eu des améliorations/reculs de ces index ? Existe t'il des méthodes pour primer ou sanctionner les administrations selon les résultats obtenus, positifs ou négatifs (vérifiés auprès des usagers)?
- 29) Y a t il des rapports/analyses récents sur la qualité des services publics et la satisfaction des usagers commissionnés par le Medef ou autre organisations d'entrepreneurs ou de consommateurs?
- 30) L'application de la LOLF donne-t-elle des résultats en termes d'amélioration de la productivité des administrations?
- 31) «Chartes des services» :
Les chartes des services sont-elles utilisées? Avec quels résultats?
- 32) Données récentes sur les fonctionnaires :
Des données récentes sur le nombre, la variation, la distribution par genre, les classes d'âges des fonctionnaires des différentes fonctions publiques sont-elles disponibles ? Si oui quelles sont-elles ?
- 33) Une programmation des recrutements est-elle prévue, ou un remplacement partiel du turn over? Dans quelles administrations? Quelle est l'instance de décision?
- 34) Dans quels cas et avec quelles limites les charges de direction peuvent-elles être attribuées au personnel externe sans lien avec l'administration?
- 35) Comment sont évaluées les performances du personnel et des hauts fonctionnaires? A l'aune de quels critères apprécie t'on les résultats?
- 36) Statut d'engagement public et amélioration de performance :
Quelles sont les limites à la valorisation du mérite et des résultats dans le cadre d'un statut public?

37) Mobilité du personnel et statut de droit public :

Quel est l'état de la mobilité du personnel et de la fragmentation des rôles ?

38) La proposition du Comité d'évaluation des SMR visant à mettre en vente aux enchères les œuvres d'art jamais exposées au public gardées en dépôt par les Musées et les administrations publiques a-t-elle été suivie d'effets?

39) Existe-t-il en France un projet de réunification en un seul organisme des autorités administratives indépendantes préposées à l'évaluation des services publics, au moins pour ce qui concerne cette activité?

40) Existe-t-il en France des procédures de définition extrajudiciaire des controverses entre usagers et fournisseurs de services publics équivalentes à l'*Alternative Dispute Resolution* en vigueur aux Etats Unis?

41) Les procédures extrajudiciaires existantes sont-elles à même de réduire sensiblement le nombre de controverses judiciaires?

42) Existe-t-il en France l'équivalent des '*class actions*' en tutelle des prétentions d'une collectivité de sujets?